



# المؤتمر العربي الثاني للأراضي

Second Arab Land Conference

22-24 FEBRUARY 2021 • CAIRO, EGYPT

وزارة الاسكان والمرافق والمجمعات العمرانية  
Ministry of Housing, Utilities & Urban Communities



**Les partenaires** – Le gouvernement de la République arabe d'Égypte a le plaisir d'accueillir la Deuxième conférence arabe sur le foncier qui est organisée sous le patronage du ministre égyptien du Logement, des Services publics et des Communautés urbaines. La conférence est organisée par le Centre de recherche national du logement et de la construction (HBRC), représenté par l'Institut de la formation et des études urbaines (UTI) en partenariat avec l'ONU-Habitat, le Réseau mondial des outils fonciers (GLTN), la Banque mondiale, la GIZ, le Département foncier de Dubaï et le Réseau d'Excellence de la gouvernance foncière en Afrique (NELGA).

**Les objectifs** – La conférence marque une étape importante dans la feuille de route vers la mise en place d'une bonne gouvernance foncière dans la région arabe. Elle se focalisera sur les priorités de l'Initiative arabe sur le foncier: promouvoir la collaboration et la coordination; développer et partager les savoirs; développer les capacités des individus et des organisations et soutenir la mise en œuvre des programmes et interventions liés aux questions foncières. La conférence constituera une plateforme pour discuter des expériences au sein de différents pays, pour présenter de nouvelles recherches, pour promouvoir l'engagement de haut niveau afin d'améliorer la gestion foncière et pour renforcer et développer les capacités des acteurs de la région concernés par les questions foncières.

**Le contenu** – La conférence comprendra des séances plénières d'ouverture et de conclusion ainsi qu'une Assemblée sur les jeunes et la société civile. Des **séances de haut niveau** traiteront des sujets suivants: (1) La gestion foncière en temps de crise; (2) la modernisation et la réforme de l'administration foncière; et (3) les femmes et le foncier. **Des séances techniques** aborderont: (1) Les technologies et les solutions intelligentes pour la gestion foncière; (2) la participation du secteur privé à la gestion foncière; (3) la gestion et l'administration foncière; (4) la gestion foncière en temps de crise; (5) les usages fonciers; (6) le foncier,

les femmes et les personnes vulnérables et (7) l'enregistrement des droits fonciers et de propriété. **Les tables rondes**: (1) La gouvernance foncière et la neutralité en termes de dégradation des terres; (2) l'accès au foncier par les femmes déplacées; (3) le remembrement foncier; (4) Administration foncière - sur invitation; (5) Agenda des partenaires de développement dans la région arabe - sur invitation; (6) Rapport phare régional sur le foncier. Plusieurs **masterclasses** seront organisées: (1) Le progrès en matière de renforcement des capacités en Afrique du Nord; (2) le suivi des méthodes de gouvernance foncière et de la sécurité de la tenure; (3) vers une stratégie commune de renforcement des capacités dans la région arabe; (4) le foncier comme un droit de l'homme; (5) l'enregistrement des droits fonciers et une administration foncière adaptée aux objectifs; (6) le financement basé sur le foncier; (7) les logements informels: des solutions techniques au dialogue sur les politiques publiques; (8) l'accès au foncier des personnes déplacées pour des solutions de retour durables; (9) Le foncier pour un logement adéquat et le réajustement du foncier; et (10) une formation sur les données ouvertes et sur l'accès aux informations foncières.

**Participation** – La conférence aura lieu à l'hôtel **Four Seasons Four Seasons Cairo at the First Residence**, au Caire. Afin de permettre une expérience de conférence tout en respectant le protocole sanitaire de la COVID-19, les panélistes, intervenants et participants de l'ensemble des séances pourront participer soit en présentiel, soit virtuellement.

**Enregistrement** – veuillez trouver plus d'informations sur le site web de l'Initiative arabe sur le foncier: <https://arabstates.gltn.net/second-arab-land-conference/>

**Contact** – prenez contact avec les organisateurs: **Dr. Doaa El Sherif**, Executive Director du UTI/HBRC, **Ombretta Tempra**, ONU-Habitat / GLTN, ou **Wael Zakout**, Banque mondiale

**UN HABITAT**  
FOR A BETTER URBAN FUTURE



**THE WORLD BANK**  
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP



**GLTN**  
GLOBAL LAND TOOL NETWORK



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra



**esri**  
THE SCIENCE OF WHERE

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH  
دائرة الأراضي والأماكن  
Land Department



## Deuxième Conférence Arabe sur le Foncier - Programme

Time	JOUR 1 Lundi, 22 février			JOUR 2 Mardi, 23 février			JOUR 3 Mercredi, 24 février	
8:00 - 9:00	Enregistrement			Enregistrement			Enregistrement	
9:00 - 9:30	Ouverture [Salle : Versailles]			Séance de haut niveau 3 : Les femmes et le foncier [Salle : Versailles]			Masterclass 1 : Le progrès du renforcement des capacités en Afrique du Nord [Salle : Acacia]	Masterclass 2 : Suivi de la gouvernance et de la sécurité foncière [Salle : Tamarind]
9:30 - 10:00	Pause							
10:00 - 10:30	Séance de haut niveau 1 : Gestion foncière en temps de crise [Salle : Versailles]			Séance technique 5/a : Utilisation du foncier [Salle : Tamarind]	Séance technique 4/b : Gestion foncière en temps de crise [Salle : Acacia]	Table ronde 3 : Remembrement [Salle : Versailles]	Masterclass 3 : Vers une stratégie commune pour le renforcement des capacités dans la région arabe [Salle : Acacia]	Masterclass 4 : Le foncier en tant que droit de l'homme [Salle : Tamarind]
10:30 - 11:00				Pause			Pause	
11:00 - 11:30								
11:30 - 12:00	Pause			Pause			Pause	
12:00 - 12:30	Séance technique 1 : Technologies et solutions intelligentes pour la gestion foncière [Salle : Acacia]	Séance technique 2 : La participation du secteur privé dans la gestion foncière [Salle : Tamarind]	Table ronde 1 : Gouvernance foncière et neutralité en termes de dégradation des terres [Salle : Versailles]	Séance technique 5/b : Utilisations du foncier [Salle : Tamarind]	Séance technique 6 : Le foncier, les femmes et les personnes vulnérables [Salle : Versailles]	[Table ronde 4 : Administration foncière - Sur invitation - Salle : Acacia]	Masterclass 5 : Enregistrement des droits fonciers et administration foncière adaptée au contexte [Salle : Tamarind]	Masterclass 6 : Le financement basé sur le foncier [Salle : Acacia]
12:30 - 13:00				Pause			Pause	
13:00 - 13:30								
13:30 - 14:00	Pause			Pause			Pause	
14:00 - 15:00	Séance de haut niveau 2 : Modernisation et réforme de l'administration foncière [Salle : Versailles]			Séance technique 3/b : Gestion et administration foncière [Salle : Tamarind]	Séance technique 7 : L'enregistrement des droits fonciers et des biens [Salle : Versailles]	[Table ronde 5 : L'agenda des partenaires du développement dans la région arabe - sur invitation, Salle : Acacia]	Masterclass 7 : Logements informels : des solutions techniques vers le dialogue sur les politiques publique [Salle : Acacia]	Masterclass 8 : Accès au foncier par les personnes déplacées pour des solutions de retour durables [Salle : Tamarind]
15:00 - 15:30								
15:30 - 16:00								
16:00 - 16:30	Séance technique 3/a : Gestion et administration foncière [Salle : Versailles]			Séance technique 4/a : Gestion foncière en temps de crise [Salle : Acacia]		Table ronde 2 : L'accès au foncier par les femmes déplacées [Salle : Tamarind]	Masterclass 9 : Le foncier pour un logement adéquat et le réajustement du foncier [Salle : Acacia]	Masterclass 10 : Formation sur les données ouvertes et sur l'accès aux informations foncières [Salle : Tamarind]
16:30 - 17:00				Assemblée des jeunes et de société civile [Salle : Versailles]			Table ronde 6 : Rapport phare régional sur le foncier [Salle : Acacia]	
17:00 - 17:30								
17:30 - 18:00								
18:00 - 18:30				Clôture [Salle : Versailles]				
18:30 - 19:00								

### KEYS:

	Evènements plénières
	Séances techniques
	Tables rondes
	Masterclasses

# JOUR 1 : Lundi, 22 février 2021

Ce programme a été mis à jour jusqu'au 19 février 2021, toute modification ultérieure n'est pas reflétée dans ce document.

## Séance d'ouverture (9:00 – 10:00)

[Salle : Versailles]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/95054690467?pwd=NUpwY2dZTzFqYTgrMUVieEZpUUxFT09>

Intervenants		
Dr. Khaled Mohamed El Elzahaby	Président, HBRC / Ministère du Logement, des Services Publics et des Communautés Urbaines	Egypt
Ms. Elena Panova	Coordonnateur Résident des Nations Unies	Egypt
H.E. Ambassador Djamel Eddine Djaballah	Directeur du Département Environnement, Logement et Ressources en Eau	League of Arab States
Ayat Soliman	Directeur Régional du Développement Durable	World Bank
Dr. Erfan Ali	Directeur du Bureau Régional pour les États Arabes	ONU-Habitat
Maimunah Mohd Sharif	Directeur Exécutif	ONU-Habitat
H.E. Dr. Assem el Gazar	Ministre du Logement, des Services Publics et des Communautés Urbaines	Egypt

## Séance de haut niveau 1 (10:30-12:00)

### Gestion foncière en temps de crise

[Salle : Versailles]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/96668798210?pwd=MVpnek1jUGhWZTdFeUYwaHI3TWorZz09>

La région arabe est exposée à des facteurs de stress qui mettent à l'épreuve son développement socio-économique et augmentent sa fragilité face aux conflits.

La région est gravement touchée par le **changement climatique** et la pénurie en eau douce. D'ici 2030, les effets du changement climatique devraient encore réduire les ressources en eau renouvelables de 20 % supplémentaires, en raison de la diminution des précipitations, de la hausse des températures, de l'élévation du niveau de la mer et de l'intrusion croissante de l'eau de mer dans les aquifères côtiers. La désertification et la dégradation des terres s'accroissent, alimentées à la fois par l'augmentation de la température, mais aussi par une gestion inadéquate des pâturages et des écosystèmes fragiles des zones arides. Cela a un impact sur la sécurité alimentaire de la région et sur les moyens de subsistance des communautés agricoles et pastorales. Les approches de gestion du foncier et des ressources foncières jouent un rôle important pour réduire la fragilité par rapport au changement climatique et pour renforcer la résilience des communautés face à ses effets.

Au cours des dernières années, la région a été de plus en plus touchée par des **conflits violents**, ce qui a entraîné le fait que 50 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire et que plus de 15 millions de personnes aient été déplacées de force (HCR, 2019). Ces conflits ont des causes et des manifestations qui vont au-delà de la gestion foncière. En effet, une bonne gestion foncière joue un rôle important pour garantir que les sociétés se stabilisent et mettent en place des modèles d'utilisation des terres durables et inclusifs permettant de soutenir la réconciliation, la paix et le développement économique et de poser les jalons d'une paix durable dans les années à venir. Le partage équitable du foncier et des ressources foncières, la protection des droits fonciers, la mise à disposition de logements abordables et adéquats, la mise en place de systèmes d'administration foncière fonctionnels sont autant d'interventions qui aideront les pays à maintenir la paix dans les années à venir.

Comme d'autres régions du monde, les États arabes ont été gravement touchés par les effets réunis de la **pandémie COVID-19**, qui a mis en évidence les vulnérabilités et les inégalités au sein des sociétés. Les conséquences de la

pandémie risquent d'être profondes et durables. Si l'économie de la région risque de se contracter de 5,7 %, cette régression peut même aller jusqu'à 13 % dans certains pays touchés par un conflit, entraînant une augmentation du nombre des pauvres qui représentera alors un quart de la population arabe totale. Une bonne gestion foncière est cruciale pour garantir que les ressources foncières soient utilisées de manière efficace et durable et que leurs bénéficiaires soient bien administrés et partagés. En outre, la pandémie a souligné l'attention sur la nécessité de villes et de quartiers bien planifiés et de logements adéquats. Près de 60 % de la population de la région vit dans des centres urbains et plus d'un quart des citoyens, soit environ 82 millions de personnes, vivent dans des bidonvilles. Cela accroît la vulnérabilité à la propagation des maladies contagieuses, comme le COVID-19, qui appelle à une meilleure urbanisation et à des efforts renouvelés en matière de logements abordables et de prévention et d'amélioration des bidonvilles.

Intervenants		
Wael Al Ashhab (president)	Chef du Programme Pays	ONU-Habitat, Bureau Régional pour les États Arabes
S.E. Mohammad Shtayyeh	Premier Ministre	Palestine
Ibrahim Thiaw	Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies et Secrétaire Exécutif de CNUCLD	Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Desertification (CNUCLD)
Hon. Mohammad Sharakeh	Chef de la Commission de Règlement des Terres et des Eaux	Palestine
S.E. Salar Abdul Sattar Muhammed	Ministère de la Justice	Irak
S.E. Manea Yaslim Baymen	Ministre des Travaux Publics et de la Voirie	Yémen
Irena Vojackova Sollarano	Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies (DSRSG) et Coordonnateur Résident et Humanitaire pour l'Irak	Nations Unies, Irak
Mme. Ola Mohammed Soliman	Ministre des Travaux Publics et de la Voirie	Soudan
Fareg Abdanbi Fareg Ellafi	Président, Office de l'Urbanisme	Libye

### Séance technique 1 (12:30-14:00)

## Technologies et solutions intelligentes pour la gestion foncière

[Salle : Acacia]

Zoom link: <https://zoom.us/j/95248764100?pwd=bElsZU9SaWxGcHRFWVBHc1JSNWIUT09>

Les progrès technologiques et les solutions intelligentes pour améliorer la qualité et la transparence des données ont permis à de nombreux pays de moderniser la gestion du foncier, l'aménagement du territoire et la construction en un temps relativement court. Des technologies telles que les cadastres 3D, les chaînes de blocs et l'intelligence artificielle peuvent contribuer à défendre les droits des résidents des zones urbaines tout en luttant contre l'étalement urbain et en informant et en aidant à développer les marchés immobiliers des villes. En outre, le développement d'infrastructures nationales de données spatiales peut fournir des informations géospatiales complètes et fiables qui peuvent être utilisées pour renforcer l'efficacité des décisions prises par les gouvernements, ainsi qu'informer les acteurs du secteur privé qui cherchent à faire des investissements intelligents.

Cette Séance fournira des exemples d'études de cas sur l'optimisation des technologies et des solutions intelligentes dans les pays arabes pour améliorer la gestion du foncier, l'aménagement du territoire et la construction. Les sujets qui seront présentés comprennent la géoconception pour l'optimisation du foncier dans l'environnement bâti, les registres fonciers intelligents comme base fondamentale pour l'adoption de la chaîne de blocs et l'utilisation de

l'infrastructure des données spatiales pour une utilisation efficace du foncier. L'objectif de la séance est de fournir des exemples d'utilisation de technologies innovantes que les participants pourront considérer comme des solutions possibles aux problèmes rencontrés dans leur propre pays.

**Présidence :** Prof. Amr H. Ali Département d'Ingénierie d'Arpentage, Faculté d'Ingénierie, Université Shoubra Benha

Point de l'ordre du jour	Intervenant
L'infrastructure des données spatiales nationales pour développer des usages fonciers efficaces comme un guide pour préparer des stratégies de développement durables dans les pays arabes	Ahmed Helmy
Le passage au "Smart Land Registry" comme base fondamentale de l'adoption de la chaîne d'approvisionnement	Dave Stow, Ordnance Survey
Des futurs alternatifs pour Al Ain, Abu Dhabi, les Émirats arabes unis en 2050	Naeema Al Hosani, UAE Carl Steinitz, UHarvard GSD
Technologies et solutions intelligentes pour la Génération des formes adaptatives non conventionnelles dans les immeubles de bureaux, Al-Basrah, Irak	Manal Malik Mandeel

## Séance technique 2 (12:30-14:00)

### La participation du secteur privé dans la gestion foncière

[Salle : Tamarind]

Zoom link: <https://zoom.us/j/95119208217?pwd=TFhSSTJTdElvcn5pK1gzRVArY2RMdz09>

Le secteur privé joue un rôle clé, et reconnu, dans la gestion du foncier. Il existe différents domaines potentiels de collaboration potentielle avec le secteur privé : les professionnels de la terre et les géomètres jouent un rôle crucial dans le soutien à l'arpentage et à la cartographie, et dans la collecte de données pour l'enregistrement des droits fonciers. Les investisseurs, les agents immobiliers et les promoteurs, en raison de leur influence sur le marché foncier et l'utilisation du foncier, sont essentiels pour promouvoir et réaliser des investissements fonciers responsables, notamment dans des contextes de faible gouvernance foncière et de faible sécurité foncière, et pour assurer le développement durable des terres. Au cours de cette séance technique, les présentateurs discuteront, entre autres, de la dimension de genre de la stratégie de partenariat public-privé (PPP), afin d'encourager la participation des communautés - et des femmes - aux processus de prise de décision liés au foncier et des tendances en matière d'investissements fonciers dans les activités transfrontalières des fonds souverains (SWF).

**Présidence :** Dr. Doaa Elsherif, Directrice exécutive, Institut de formation et d'études urbaines

Point de l'ordre du jour	Intervenant
Intégration de la dimension de genre et participation des femmes aux stratégies de planification urbaine	Aya Hesham Abdelmoaty
Intégration de la dimension de genre et participation des femmes aux stratégies de planification urbaine	Moustafa Haroun Ismael
Le rôle des promoteurs immobiliers privés dans l'aménagement du territoire en Égypte	Reham Reda Sayed Ahmed Ali, UTI
La participation du secteur privé dans la gestion foncière	Kerstin Sommer, ONU-Habitat
Communautés auto-organisées, gouvernance urbaine et la ville	Shaharin Annisa, MTCspacelab

## Table ronde 1 (12:30-14:00)

### Bonne gouvernance foncière et neutralité en matière de dégradation foncière

[Salle : Versailles]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/94326791873?pwd=eFAwdmpmelhMU2Nocy9rRTU1OGdlZz09>

Les parties prenantes de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) ont adopté, lors de la COP14, la décision 26/COP.14 sur le régime foncier, reconnaissant qu'une gouvernance responsable des terres est une composante fondamentale de la gestion durable du foncier. La gouvernance des régimes fonciers est

essentielle pour les moyens de subsistance de milliards de personnes, qui dépendent de leur droits et sécurité fonciers pour mener des pratiques de gestion durable des terres pour leur sécurité alimentaire et leur nutrition. La gestion durable des terres permet d'éviter, de minimiser ou de renverser la dégradation des terres qui est importante dans la région arabe en raison de la rareté croissante des ressources en eau et des niveaux élevés d'aridité dans la région. La table ronde sera l'occasion de discuter du lien complexe entre la gouvernance foncière et la neutralité en matière de dégradation des terres, ainsi que des spécificités de la tenure foncière dans le contexte de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse dans la région arabe.

Point de l'ordre du jour	Presenters
Ouverture : liens entre la dégradation des terres et la gouvernance foncière	Miriam Medel García, UNCCD Vera Boerger, FAO
Partager des expériences pays et régionaux de la région arabe pour combler l'écart entre les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et la neutralité en matière de dégradation foncière	Ahmed Abdelati, UNCCD Wissal Gharbi, Tunisian Agricultural Land Agency Petra Samaha, LCPS
Feedback et contributions au projet	Jes Weigelt, TMG Research gGmbH
Clôture et remarques finales	FAO/ UNCCD

## Séance de haut niveau 2 (15:00-16:30)

### Modernisation et réforme de l'administration foncière

[Salle : Versailles]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/96415131175?pwd=K0FRVVRrNktqZTR5U2RPLzNTUzNOQT09>

Les recherches ont montré à maintes reprises que des droits de propriété sûrs et des marchés fonciers et immobiliers efficaces constituent les fondements d'une économie efficace et productive. Les droits de propriété créent la confiance nécessaire pour investir dans la terre, permettent aux entreprises privées d'emprunter en utilisant le foncier comme garantie afin d'accroître les possibilités d'emploi et permettent aux gouvernements de percevoir des impôts fonciers. La sécurité des droits fonciers et des droits de propriété contribue également à l'équité et à l'amélioration des droits fonciers des femmes, ainsi qu'à la réduction des conflits et des tensions sociales. Plusieurs gouvernements du monde arabe sont conscients de l'importance et de la nécessité d'une réforme de l'administration foncière afin de tirer parti de ses avantages. Cependant, de nombreux défis persistent. Souvent, les cadres juridiques et institutionnels sont fragmentés, ce qui entraîne des enjeux politiques mettant en péril la sécurité d'occupation pour les citoyens et les entreprises. Ces enjeux peuvent inclure les droits de succession des femmes, les mécanismes de recours en cas de litiges fonciers, l'absence d'autorité légale pour les enregistrements fonciers numériques, etc.

En outre, bien que de nombreux pays arabes disposent de systèmes d'enregistrement des transactions foncières et immobilières, la plupart sont inefficaces et obsolètes, sujets à des doublons, et des semaines ou des mois sont souvent nécessaires pour enregistrer une transaction. Par conséquent, la légitimité des registres fonciers et immobiliers officiels est souvent remise en question, ce qui entraîne un manque d'accès aux données et de confiance ayant un impact négatif sur leur utilisation pour les prêts bancaires, les opportunités d'investissement et la solidité des marchés fonciers et immobiliers.

L'objectif de cette séance est de discuter des défis existants ainsi que des initiatives en cours pour réformer et moderniser les systèmes d'administration des terres dans le monde arabe. La séance consistera en une table ronde et des questions-réponses avec des représentants gouvernementaux de certains pays arabes afin de comprendre (i) leurs priorités en matière de réforme, (ii) les stratégies qu'ils ont adoptées pour mettre en œuvre les programmes nationaux de modernisation des systèmes d'administration des terres de leur pays et (iii) la manière dont ils ont relevé les défis décrits ci-dessus. Les sujets abordés comprendront les efforts de numérisation, la transparence des données, les mécanismes de réparation des griefs, la participation du secteur privé dans le secteur foncier, le traitement des écarts entre les sexes en matière de propriété foncière, ainsi que la volonté politique et les champions institutionnels de la réforme. Le résultat attendu de cette séance sera de partager les expériences et les leçons apprises au cours des efforts de réforme et de modernisation de l'administration foncière, y compris les succès et les

échecs, afin d'aider les participants à envisager de nouvelles stratégies de réforme et de modernisation qui pourraient s'appliquer à leurs pays respectifs.

Intervenants (pas dans l'ordre)		
Anna Corsi (présidente)	Spécialiste de l'Administration Foncière et Coordonnateur Régional du Programme Foncier	La Banque Mondiale
Wael Zakout	Global Lead for Land and Geospatial à la Banque Mondiale	Banque Mondiale
Hono. Judge Mohammad Ghanem	Président, Autorité Foncière Palestinienne	Palestine
S.E. M. Yahya Al-Kasbi	Ministre des Travaux Publics et du Logement	Jordan
Wafaa Aldow Nasrudin	Bureau des Opérations Techniques du Directeur Général du Ministère de la Planification et de l'Aménagement Urbain - État de Khartoum	Soudan
Mme. Shilan Arif Hama	Vice-Ministre de la Justice	Région du Kurdistan, Irak
Dr. Georges Maarawi	Ministère des Finances, Direction Générale du Cadastre et du Cadastre (GDLRC)	Lebanon
S.E. Mohammad Dawodieh	Ministre de l'Agriculture	Jordan
Ing. Alaa Abdel Fatah	Président de l'Organisation Générale de l'Aménagement du Territoire	Egypte
Dr. Abdel Khaled Ibrahim	Assistant du Ministre du Logement, des Services Publics et des Collectivités Urbaines	Egypte
Ing. Naser Adel Kherbet	Directeur Général Adjoint des Affaires de Planification à l'Autorité Publique pour la Protection du Logement	Kuwait

### Séance technique 3/a (16:30-18:00)

## Administration et gestion foncière

[Salle : Versailles]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/98097218058?pwd=aGJzcnhPR1VFdVZkNGhTYm96Q2Vqdz09>

La gestion des terres comprend les activités associées à la prise de décisions éclairées sur l'attribution, l'utilisation et le développement des ressources foncières, y compris la gestion des ressources, l'administration des terres, la politique foncière et la gestion de l'information foncière. L'administration foncière consiste à déterminer, enregistrer et diffuser des informations sur la propriété, la valeur et l'utilisation des terres et de leurs ressources associées. Ces processus comprennent la détermination, ou l'adjudication, des droits fonciers et d'autres attributs, le cadastre et la fourniture d'informations pertinentes pour soutenir les marchés fonciers. Ces concepts sont essentiels pour débloquer le foncier et la propriété en vue d'un développement durable dans le monde arabe.

Lors de cette séance, les participants discuteront des outils et pratiques pour améliorer la gestion et l'administration foncières dans certains pays arabes et dans la région au sens large, ainsi que de l'identification des défis et des opportunités communs auxquels les pays sont confrontés. Les sujets abordés par les présentateurs comprennent, sans s'y limiter, les techniques adaptées, l'aménagement du territoire et les orientations stratégiques pour garantir que la gestion et l'administration foncières soutiennent le développement socio-économique.

**Présidence** : Anna Corsi, Spécialiste de l'Administration Foncière et Coordonnateur Régional du Programme Foncier, La Banque Mondiale

Point de l'ordre du jour	Presenters
Le développement du secteur foncier dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord. Des cas d'étude sélectionnés d'Égypte, du Liban et des territoires palestiniens	Kholoud Saad, ESRI

De Nouvelles approches de gouvernance foncière en Mauritanie et Tunisie : des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers vers le changement	Mr. Jean-Maurice Durand, FAO
Système immobilier, perspectives et changements	M. Waddah Katmawi, General Director of Cadastral Affairs
L'administration foncière adaptée au contexte : des transformations durables	Dave Stow, Ordnance Survey
La revue africaine des politiques foncières et des sciences géospatiales, meilleures pratiques de NELGA Afrique du Nord	Moha El-Ayachi, NELGA

### Séance technique 4/a (16:30-18:00)

## La gestion foncière en temps de crise

[Salle : Acacia]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/93125481596?pwd=a0JFUUZ6RGEwZkcvT3ppeIRXK1hOZz09>

Cette séance technique permettra aux panélistes de présenter et de discuter des différents aspects de la gestion foncière en temps de crise dans la région arabe. Cela comprend, entre autres, la gestion des droits et de la propriété foncière au lendemain de l'explosion ayant eu lieu à Beyrouth ; les changements de la couverture terrestre induits par les conflits civils et les déplacements forcés ; un plan de redressement de la commission de règlement des litiges fonciers et de l'eau à la suite de la pandémie COVID-19 ; la sécurité foncière des réfugiés ; et le rôle de l'administration foncière dans l'obtention de la sécurité alimentaire et la consolidation de la paix dans les contextes touchés par les conflits.

**Présidence** : Oumar Sylla, Directeur, Bureau régional pour l'Afrique, ONU-Habitat

Point de l'ordre du jour	Presenters
Gérer les droits fonciers et de propriété suite à l'explosion survenue à Beyrouth	Tala Kammourieh, ONU-Habitat Liban
La sécurité de tenure des réfugiés au Liban : Le programme "Occupancy Free Of-Charge" dans la localité de Bar Elias	Nicole Tabet
Planifier les déplacements dans des zones à conflits chroniques : une approche des plans directeurs dans des camps temporaires. Le cas des camps au Kurdistan irakien	Layla Zibar
Les enjeux légaux des propriétés libérées de l'État islamique. Une analyse juridique et comparative	Karwan Yaseen Shareef, NRC
Les défis de la gestion foncière dans un conflit en cours	Frank Samol, GIZ TR

### Table ronde 2 (16:30-18:00)

## L'accès au foncier par les femmes déplacées

[Salle : Tamarind]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/96911600134?pwd=MFVaYzdBWmh4TS8rd1FyWjRIU2w4UT09>

L'héritage est considéré comme l'un des principaux moyens pour les femmes déplacées d'avoir un accès indépendant aux droits de logement, du foncier et de la propriété (HLP), et bien que les cadres juridiques intègrent les droits HLP des femmes en général, les réalités sur le terrain sont très différentes. Parmi les défis à relever figurent les difficultés que rencontrent les femmes pour accéder à la justice et les obstacles posés par les normes sociales répressives, la pauvreté et la perte de réseaux sociaux du fait du déplacement. Dans le même temps, les conflits et les déplacements ont entraîné une transformation des rôles des femmes dans toute la région, les femmes faisant état d'un pouvoir décisionnel accru dans les ménages et assumant des rôles qui étaient auparavant réservés aux hommes. La table ronde examinera les obstacles auxquels sont confrontées les femmes déplacées à la suite d'un conflit pour réclamer et exercer leurs droits HLP lorsqu'elles sont déplacées et/ou lorsqu'elles rentrent chez elles. La séance établira le contexte avec le lancement de messages clés sur les femmes, le foncier et la paix sur la façon de rendre les femmes plus autonomes et de protéger leurs droits HLP dans des contextes fragiles et affectés par des crises tout en soulignant qu'il s'agit d'un élément essentiel pour maintenir la paix et la stabilité.

Point de l'ordre du jour	Presenters
Ouverture et lancement des messages clés sur les femmes, le foncier et la paix	Jim Robison, HLP AoR Partenaire GLTN
Contexte régional et importance des droits HLP des femmes	Conseiller regional du NRC
Femmes déplacées et défis liés aux droits HLP	Laura Cunial, NRC
Discussion sur les défis, les perspectives, les meilleures pratiques et conclusions	Jim Robison, HLP AoR

# JOUR 2 : Mardi, 23 février 2021

---

Séance de haut niveau 3 (9:00-10:30)

## Les femmes et le foncier

[Salle : Versailles]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/96795802397?pwd=U1k4WnNBNHR1c3Brb1oyeW0zRi9Sdz09>

Le fait d'avoir un accès sécurisé au foncier, au logement et à d'autres ressources liées à la terre - comme les terres agricoles, les pâturages, les espaces publics, etc. - s'est avéré bénéfique pour un large éventail d'objectifs sociaux, économiques et de consolidation de la paix, ce qui profite aux femmes elles-mêmes et à leurs familles et communautés dans leur ensemble.

Lorsque les femmes ont un accès sécurisé au foncier et au logement ...

...elles sont plus susceptibles de jouir d'une série de droits de l'homme interconnectés, notamment un logement adéquat, une protection contre l'expulsion forcée, un niveau de vie adéquat, la santé et le travail.

...elles obtiennent plus facilement une sécurité financière qui est nécessaire pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Le niveau de vie du ménage augmente, les enfants ont de meilleures chances de recevoir une éducation et les conditions du ménage s'améliorent à long terme.

...leur autonomie et leur autodétermination augmentent, ce qui améliore leur vie et leur capacité à planifier l'aide aux personnes âgées.

...les relations de pouvoir au sein du ménage sont rééquilibrées. Cela permet aux femmes de jouer un rôle plus important dans les prises de décision au sein du ménage et de se débarrasser des relations violentes.

... la productivité agricole et la production alimentaire globale augmentent.

... leur participation aux processus de décision au sein des familles, des communautés et au débat politique général augmente.

Dans les contextes de déplacement et de crise, lorsque les femmes ont un accès sécurisé au foncier et au logement

...

...elles sont mieux protégées contre les violences, les conditions climatiques extrêmes et d'autres risques sanitaires.

...leur vulnérabilité est réduite et elles sont mieux à même de gérer les impacts économiques et sociaux néfastes des conflits, lorsqu'elles représentent les sources de revenus de la famille et les aidants des personnes dans le besoin.

...elles sont mieux à même de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille et de faire face au manque de soutien familial.

...leur participation à la prise de décision et leur engagement dans les processus de paix augmentent. Cela conduit à des efforts de consolidation de la paix plus durables, à une meilleure probabilité de mise en œuvre des accords de paix et à une paix plus durable.

Les défis auxquels les femmes des pays arabes sont confrontées en matière d'accès à la terre ne diffèrent pas sensiblement de ceux auxquels sont confrontées les femmes d'autres régions du monde. Divers facteurs, notamment les rôles spécifiques au genre prescrits par la société, l'inégalité des dynamiques de pouvoir au niveau du ménage et de la communauté, les pratiques familiales discriminatoires, l'inégalité d'accès à la justice, aux institutions et aux processus d'administration des terres, les normes traditionnelles et les relations locales en matière de propriété foncière, constituent autant d'obstacles aux droits des femmes en matière de droits fonciers. Cependant, les femmes dans les pays arabes sont confrontées à des défis spécifiques, ce qui explique, par exemple, que seuls 5 % d'entre elles ont leur nom sur un document légal relatif à la terre ou au logement.

D'autre part, de nombreuses expériences positives ont été constatées dans plusieurs pays arabes. Il s'agit notamment de pratiques d'administration foncière qui prennent mieux en compte le point de vue des femmes, d'une augmentation du nombre de femmes revendiquant des droits d'héritage conformément à la loi, de contrats de bail et de documents de propriété émis au nom des membres masculins et féminins du ménage, et bien d'autres encore.

Intervenants		
Rania Hedeya (Présidente)	Représentant du Pays	ONU-Habitat Egypte
Jeanette Edeme	Directeur, Département de l'Economie Rurale et de l'Agriculture	Union Africaine
Susanne Mikhail	Directrice Régionale	ONU-Femmes
Mr. Ahmed Luebi	Directeur Général des Relations Judiciaires, Ministère de la Justice	Irak
Eng. Jomana M. Attyat	Directeur Général, Société de Logement et de Développement Urbain (HUDC)	Jordan
Jalel Gaha	Directeur de l'Unité de Gestion par Objectif de Régularisation de Quartier	Tunisie
Fedaa Ibrahim El-Dosougi	Secrétaire Général du Conseil National Soudanais pour le Développement et la Planification Urbains / Fonds National Soudanais pour le Logement	Soudan
Mr Tawfiq Aljarrah	Président, Kuwait Real Estate Association	Kuwait
Mike Taylor	Directeur	Coalition Internationale pour l'Accès à la Terre

#### Séance technique 4/b (10:30-12:00)

### La gestion foncière en temps de crise

[Salle : Acacia]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/96795802397?pwd=U1k4WnNBNHR1c3Brb1oyeW0zRi9Sdz09>

Cette séance technique permettra à un certain nombre de panélistes de présenter et de discuter de différents aspects de la gestion foncière en temps de crise dans la région arabe. Il s'agit notamment de la gestion des droits et de la propriété foncière à la suite de l'explosion étant survenue à Beyrouth, des changements de la couverture terrestre induits par les conflits civils et les déplacements forcés, du plan de redressement de la commission de règlement des litiges fonciers et de l'eau à la suite de la pandémie COVID-19, de la sécurité d'occupation des terres pour les réfugiés et du rôle de l'administration foncière dans la sécurité alimentaire et la consolidation de la paix dans les contextes de conflit.

**Présidence :** Dr. Wael Al Ashhab, Représentant du bureau de l'ONU-Habitat en Irak

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Plan de rétablissement de la Commission de règlement des litiges relatifs aux terres et aux eaux à la suite de la pandémie COVID-19	Ahmad El-Atrash, ONU-Habitat Palestine Mona AlQutob, ONU-Habitat Palestine
Gouvernance de l'eau et approches de la tenure pour garantir les droits et faire progresser la résilience climatique	Domitille Vallée, FAO Sofia Espinosa Flor, FAO
Changement de la couverture terrestre induit par les conflits civils et les déplacements forcés	Harris Selod, WB
L'administration foncière et son rôle pour atteindre la sécurité alimentaire et la consolidation de la paix. Vers un nouveau paradigme pour le développement durable dans les zones rurales et urbaines	Roula Maya, UoS
Pouvoir du lieu-making dans la création de lieux résilients au Soudan	Muna M. Eltahir, Université Islamique d'Omdurman

## Round table 3 (10:30-12:00)

### Remembrement

[Salle : Versailles]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/97253609559?pwd=SEs2bEpaemhSc2dXOXhxcVduUzFDUT09>

Le remembrement est un outil permettant de réduire la fragmentation des terres et il contribue à améliorer l'agriculture et l'utilisation efficace du foncier. Le morcellement des terres est un problème auquel sont confrontés de nombreux pays de la région MENA et il est influencé par la structure sociale : dans la région arabe, en vertu d'un système de droit privé et de coutume, la propriété est héritée entre les héritiers avec un morcellement progressif qui en résulte, et sans mécanismes de correction pour préserver les structures agricoles. Souvent, cette subdivision entre les héritiers vise à maintenir, par une similitude minutieuse dans chaque subdivision, une égalité physique des parts dans l'exploitation d'origine.

Les conséquences de la fragmentation sont doubles : les parcelles sont fragmentées et la culture rationnelle est empêchée ; les méthodes de culture modernes appliquées à des parcelles éloignées séparées peuvent être d'une efficacité problématique ; et les exploitations sont réduites à des tailles insuffisantes pour faire vivre une famille. Le remembrement peut être utilisé comme un instrument très efficace non seulement pour faire face à ces problèmes spécifiques, mais aussi pour relever et améliorer les autres défis liés à la gouvernance foncière. Toutefois, le remembrement des terres n'aura guère d'effet à long terme si, dans le même temps, l'impact de la subdivision des parcelles par héritage n'est pas atténué par des réformes législatives. La table ronde sera l'occasion de discuter des approches les plus récentes et les plus nouvelles en matière de remembrement des terres dans le cadre des stratégies de développement rural intégré en Afrique du Nord et au Proche-Orient.

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Introduction	Frank Van Holst, RVO LAND-at-scale
Note d'information sur le remembrement, basée sur le guide juridique de la FAO sur le remembrement des terres	Morten Hartvigsen, FAO
Présentation de l'expérience de la Tunisie	Wissal Gharbi, Agence Tunisienne du Foncier Agricole
Table ronde 1 : Présentation des expériences des pays arabes	Ali Hozyen, Ministère Egyptien de l'Agriculture et de la Mise en Valeur des Terres Said El Azrak, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (IAV) Salah Eldin Hassan Ahmed Abukashawa, Centre de Formation Estidama Fatma Tüz Zehra Gülsever, Ministère Turc de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Elevage
Table ronde 2 : Questions du public	Ali Hozyen, Ministère Egyptien de l'Agriculture et de la Mise en Valeur des Terres Said El Azrak, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (IAV) Salah Eldin Hassan Ahmed Abukashawa, Centre de Formation Estidama Fatma Tüz Zehra Gülsever, Ministère Turc de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Elevage Wissal Gharbi, Agence Tunisienne des Terres Agricoles Morten Hartvigsen, FAO REU
Conclusions	Frank Van Holst, RVO LAND-at-scale

## Séance 5/a (10:30-12:00) et 5/b (12:30-14:00)

### Utilisation efficace du sol : outils et pratiques

[Salle : Tamarind]

Technical session 5/a: <https://zoom.us/j/94711268419?pwd=ZnVVeXdBOTBGbkdKUGp4Z01ZOTQ2UT09>

Technical session 5/b: <https://zoom.us/j/92308542304?pwd=S0ZoeWRzRnJOcGhTOGNHRzV6ZCtWZz09>

"La façon dont les gens utilisent et exercent leurs droits sur la terre a une énorme influence sur l'orientation de leur développement. Un aménagement approprié du territoire garantit que la terre et ses ressources soient utilisées efficacement au profit de l'économie et de la population au sens large tout en protégeant l'environnement" (GLTN, ONU-Habitat, TUM, GIZ 2016). L'utilisation efficace du sol est essentielle pour garantir l'utilisation optimale et la plus durable possible des ressources foncières disponibles dans la région arabe, tout en contribuant à prévenir les conflits fonciers. Au cours de ces séances techniques, les panélistes présenteront, entre autres, la dynamique de l'utilisation du sol et ses déterminants au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les solutions alternatives de logement pour lutter contre l'étalement urbain, et les impacts de la politique de développement de l'utilisation des terres sur la croissance non planifiée des établissements humains en Égypte.

**Présidence :** Dr. Doaa Elsherif, Directrice exécutive, Institut de formation et d'études urbaines – Séance 5/a

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Programme des futures villes saoudiennes	Salvatore Fundarò, ONU-Habitat
Développement de terres désertiques dans de nouvelles villes en activant le principe du <i>Egta'a</i> dans la Loi islamique	Amira Atef
Impacts de la politique de développement de l'utilisation des sols sur la croissance non planifiée des établissements humains dans le gouvernorat d'Assiut, en Égypte	Mahmood Abdelkader
Transformer l'informalité en prototype de logement durable, cas d'Alexandrie, Égypte	Pakinam Mohamed Nabil Ibrahim Barakat, Université de Pharos
L'appartement-villa hybride comme alternative de logement pour combattre l'étalement urbain dans les villes soudanaises : Étude de cas du Grand Khartoum, Soudan	Gamal M. Hamid, Université de Khartoum

**Présidence :** Dr. Doaa Elsherif, Directrice exécutive, Institut de formation et d'études urbaines – Séance 5/b

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Le rôle de la gouvernance urbaine pour façonner la résilience des formes urbaines	Alaa Mohamed Kassem
La ville compacte. Un modèle de politique agrégée	Sanaa M.W Anabtawi
La croissance verticale comme solution pour la densification urbaine	Walaa K. Helal
Reconsidérer le code du bâtiment égyptien en ce qui concerne la largeur des rues et leur impact sur la qualité de la lumière du jour à l'intérieur des espaces résidentiels	Alaa K. Abo Al yazeed
La dynamique de l'utilisation du foncier et ses déterminants au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	Harris Selod, Banque mondiale

## Séance technique 6 (12:30-14:00)

### Le foncier, les femmes et les personnes vulnérables

[Salle : Versailles]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/99913602148?pwd=ZGIxc2NWWkpRM1hISExbGtaQ1h1QT09>

L'accès au foncier, son utilisation et son contrôle sont étroitement liés à une dynamique de pouvoir plus large, à la richesse, à l'identité socioculturelle et même à la survie. Les femmes de la région arabe peuvent accéder au foncier grâce à un large éventail de régimes fonciers existant au sein du continuum des droits fonciers. C'est droits fonciers sont plus ou moins sécurés en fonction de leur niveau de formalisation et d'enregistrement ou simplement de leur

protection par des normes coutumières et sociales. En écho à la séance de haut niveau sur les femmes et le foncier, cette séance permettra aux panélistes de présenter un aperçu global de la sécurité foncière des femmes dans la région arabe, et de discuter d'un ensemble de messages sur l'autonomisation et l'amélioration de la vie des femmes en protégeant leurs droits fonciers, au logement et à la propriété.

**Chair:** Prof. Siraj Sait, Université d'East London, Royaume Uni

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
How perceived tenure security differs between men and women in the MENA region: evidence from a global survey	Joseph Feyertag, Overseas Development Institute
The Exclusion of Women from Property in Jordan: Inheritance Rights and Practices	Myriam Ababsa, Ifpo
Achieving land ownership for women through inheritance and joint marital property. Between the entitlements and reality.	Nisreen Qawas, YMCA Jerusalem Est
A Literature Review within a study on the evidence-based linkage between access to, use of and control over land and women's empowerment and socio-economic development in the Arab Region	Samah Jaber, Sawsan Sarsour, UWAC

#### Table ronde 4 (12:30-14:00)\*

### Administration foncière

[Salle : Acacia]

La table ronde sur l'administration foncière s'appuiera sur la déclaration de Dubaï sur la gouvernance foncière dans les États arabes, élaborée lors de la première conférence arabe sur le foncier en 2018 : "Souligner la nécessité de moderniser l'administration, la gestion et la gouvernance du foncier dans les États arabes afin d'assurer la pleine protection des droits de propriété, de promouvoir le développement social et économique, l'investissement et la diversification de l'économie, de faciliter l'amélioration de la prestation de services et de garantir l'utilisation durable des ressources foncières pour la génération actuelle et les suivantes". La table ronde a pour objectif général de faire progresser le programme d'administration foncière dans les pays arabes en offrant aux participants l'occasion de se rencontrer, de partager des mises à jour sur les travaux réalisés ou prévus et d'élaborer des stratégies sur la manière de joindre les efforts des initiatives et des partenaires en matière de terres pour atteindre les objectifs communs définis dans la déclaration de Dubaï.

\* La table ronde sur l'administration foncière se déroulera à huis clos, la participation ne sera possible que sur invitation.

#### Séance technique 3/b (15:00-16:30)

### Gestion et administration foncière

[Salle : Tamarind]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/97811937747?pwd=N1BZS3JQdW1vNG84eVJpMHQxQnFpQT09>

La gestion foncière comprend les activités associées à la prise de décisions éclairées sur l'attribution, l'utilisation et le développement des ressources foncières, y compris la gestion des ressources, l'administration foncière, la politique foncière et la gestion de l'information foncière. L'administration foncière consiste à déterminer, enregistrer et diffuser des informations sur la propriété, la valeur et l'utilisation des terres et de leurs ressources associées. Ces processus comprennent la détermination, ou l'adjudication, des droits fonciers et autres attributs, le cadastre et la fourniture d'informations pertinentes pour soutenir les marchés fonciers. Ces concepts sont essentiels pour débloquer le foncier et la propriété en vue d'un développement durable dans le monde arabe.

Cette séance fournira aux participants les outils et pratiques actuels pour améliorer la gestion et l'administration foncière dans certains pays arabes et dans la région au sens large, ainsi que l'identification des défis et opportunités communs auxquels les pays sont confrontés. Les sujets abordés par les présentateurs comprennent, sans s'y limiter, les techniques adaptées, l'aménagement du territoire et les orientations stratégiques pour garantir que la gestion et l'administration foncières soutiennent le développement socio-économique.

**Présidence** : Anna Corsi, Spécialiste de l'Administration Foncière et Coordonnateur Régional du Programme Foncier, La Banque Mondiale

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Remodeler la relation entre la gestion foncière et la planification stratégique	Muhammad Fathi
Vers une méthodologie d'aide à la décision en matière d'utilisation des sols dans les plans de développement urbain	Ahmed Helmy Salem
L'organisation et la gestion foncière et leur relation avec le logement subventionné par le gouvernement	Shimaa Hassan
Appel social et administration foncière. Modernisation et réforme du système d'attribution des terres en Oman	Hamda Al Hajri, Ministère du logement et de l'aménagement urbain, Oman

### Séance technique 7 (15:00-16:30)

## L'enregistrement des droits fonciers et de propriété

[Salle : Versailles]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/99766460908?pwd=K201TVVjQVBJSmNpZVZrUIQ1em9LZz09>

Bien que de nombreux pays arabes aient mis en place des systèmes d'enregistrement des transactions foncières et immobilières, la plupart sont inefficaces et obsolètes, sujets à des doublons, et des semaines ou des mois sont souvent nécessaires pour enregistrer une transaction. Par conséquent, la légitimité des registres fonciers et immobiliers officiels est souvent remise en question, ce qui entraîne un manque d'accès aux données et de confiance affectant négativement leur utilisation pour obtenir des prêts bancaires, les opportunités d'investissement et la solidité des marchés fonciers et immobiliers.

Cette séance discutera des efforts de modernisation et de réforme de l'enregistrement des droits fonciers et des biens dans le monde arabe. Les papiers présentés mettront en évidence les défis auxquels sont confrontés les citoyens et les entreprises lorsqu'ils tentent d'enregistrer des droits fonciers et des biens. En outre, ils donneront des exemples de pratiques innovantes pour la réforme de l'enregistrement des droits fonciers et des biens, comme les efforts visant à stimuler les transactions immobilières dans le sillage de la pandémie COVID-19. Ces présentations visent à informer les participants des nombreuses initiatives actives de modernisation et de réforme de l'enregistrement des droits fonciers et des biens immobiliers afin de contribuer à la croissance durable dans le monde arabe.

**Présidence** : Wael Zakout, conseiller technique, Banque mondiale

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Aperçu des questions de gouvernance foncière au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	Rafic Khouri, Union arabe des géomètres
Les défis auxquels sont confrontés les habitants de Gaza pour prouver leur propriété et enregistrer leurs droits fonciers	Mona Abed Al Aziz, NRC
Mise en œuvre évolutive de LADM pour soutenir les flux de travail « du terrain au formel »	Katherine Smyth, ESRI
Solutions pratiques pour la signature à distance de contrats de transactions immobilières dans l'émirat d'Abu Dhabi à la lumière de la pandémie (Covid-19)	Mohammed Al-Wathig

### Table ronde 5 (15:00-16:30)

## L'agenda des partenaires du développement dans la région arabe

[Salle : Acacia]

\* La table ronde sur l'administration foncière se déroulera à huis clos, la participation ne sera possible que sur invitation.

## Table ronde 6 (16:30-18:00)

### Rapport phare régional sur le foncier

[Salle : Acacia]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/96919149983?pwd=eitERnQ4d3hmL2Vha2x5ejdxNmgwdz09>

La discussion de la table ronde s'articulera autour de certains défis clés du secteur foncier dans la région MENA, notamment la mobilisation des revenus fonciers, l'ouverture des marchés fonciers, la promotion d'une utilisation plus efficace des terres dans les zones urbaines et rurales, l'amélioration de l'égalité d'accès à la terre, en particulier pour les femmes, et la résolution des problèmes fonciers liés au changement climatique et aux conflits. L'objectif de la table ronde est de présenter certaines des conclusions préliminaires du rapport de la Banque mondiale évaluant les principaux défis fonciers auxquels est confrontée la région MENA, en mettant l'accent sur la pénurie de terres, la gouvernance foncière, les coûts économiques et sociaux et les politiques connexes, et de stimuler une discussion avec des experts de la région, ainsi qu'avec le large éventail de parties prenantes assistant à la conférence. Les commentaires reçus au cours de la séance serviront à alimenter le rapport et à préparer une série de consultations dans les pays qui seront organisées au cours des deux prochains mois. La table ronde accueillera des présentations de la spécialiste de l'administration foncière de la Banque mondiale, Anna Corsi, et de l'économiste Harris Selod. La discussion sera animée par Wael Zakout, conseiller technique de la Banque mondiale.

## Assemblée des jeunes et de la société civile (16:30-18:00)

[Salle : Versailles]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/97912825578?pwd=MIJTdHJ1dEJEMVJ6amZDNjRkRnFnQT09>

Les jeunes et les groupes de la société civile ont joué un rôle de plus en plus important dans l'élaboration du débat public et du travail humanitaire et de développement dans les pays arabes, mais leur engagement dans le débat sur le foncier reste limité. La recherche et la réflexion des acteurs du secteur foncier sur les raisons et les conséquences de cet engagement timide sont également limitées. L'assemblée sera l'occasion d'aborder les questions du travail effectué par les jeunes et la société civile, de partager les expériences concernant les défis et les limites rencontrés, et de discuter du rôle accru que ces acteurs pourraient jouer dans la gouvernance foncière dans la région arabe. Le rôle des organisations des femmes et des groupes de base sera discuté, et les leçons tirées de la réunion du groupe d'experts tenue en décembre 2020 sous la direction du Conseil international de la jeunesse du Yémen (IYCY) sur le rôle de la société civile dans la gouvernance foncière seront présentées. L'Assemblée sera l'occasion de renforcer les partenariats et la mise en réseau des organisations de jeunesse et de la société civile intéressées à s'engager dans la gouvernance et l'administration foncières dans la région.

Veuillez télécharger [l'application Slido](#) sur votre téléphone ou sur votre ordinateur portable avant l'Assemblée

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Mots d'ouverture Stimulation du débat (jeu de rôle des acteurs du foncier)	Tareq Hassan, IYCY Rabie Ahmed, ILC
Votre histoire du foncier	Tareq Hassan, IYCY
Présentation des panélistes Exercice Slido Discussion animée interactive autour des résultats de Slido et des questions clés : <ul style="list-style-type: none"><li>• Que signifie le foncier pour les jeunes et les OSC ?</li><li>• Comment les jeunes et la société civile s'engagent-ils dans la gouvernance foncière ?</li><li>• L'engagement des jeunes aux niveaux national, régional et international ?</li><li>• Quels sont les différents obstacles qui peuvent empêcher les jeunes de s'engager ? Quoi d'autre, quoi de plus, qu'est-ce qui pourrait être différent ?</li></ul>	Rabie Ahmed, ILC
Tour final de questions et de commentaires	Tareq Hassan, IYCY

Remarques de clôture	
----------------------	--

## Clôture (18:00-19:00)

[Salle : Versailles]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/92325909100?pwd=Ti9qWW9DdjYY3ZpcFFtU1lvSHdVZz09>

# JOUR 3 : Mercredi, 24 février 2021

## Masterclass 1 (9:00-10:30)

### Progrès du renforcement des capacités en Afrique du Nord

[Salle : Acacia]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/94199918740?pwd=Y1RUcWdjUk9iZVZUMVR4RjNZNWnhJdz09>

Dans le cadre des priorités et des activités du Réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique (NELGA), une étude a été prévue sur l'analyse des besoins en matière de formation, de formation continue et de recherche en Afrique du Nord pour la mise en œuvre de stratégies et de programmes appropriés. Les résultats attendus de l'étude reflèteront la réalité des besoins des gouvernements et des professionnels dans les pays d'Afrique du Nord en matière de renforcement des capacités nécessaires à toute stratégie de développement durable. Au cours de la masterclass, les questions suivantes seront abordées :

- Quels sont les domaines susceptibles d'améliorer la gouvernance foncière en Afrique du Nord ?
- Quels sont les besoins des différents acteurs ?
- Quels sont les besoins des professionnels ? Quels sont les aspects à mettre en évidence dans les projets de formation académique, de formation continue et de recherche ?

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Mots d'ouverture	Joan Kagwanja, ALPC
Introduction: objectifs	Moha El-Ayachi, NELGA
Construire un partenariat pour la collaboration et le renforcement des capacités Cas d'étude – l'Université du Liban	Jean Doumit, NELGA NA
Présentation de l'étude de cadrage et du cadre méthodologique	Nabila Zouhiri, SLGA Siraj Sait, UEL UK
Profil des présentateurs des résultats de l'étude de cadrage	Judy Kariuki, ALPC
Besoins en termes de renforcement des capacités dans le domaine de la gouvernance foncière dans cinq pays respectifs : l'Égypte, le Maroc, la Mauritanie, le Soudan et la Tunisie	Heba Allah Khalil, NELGA NA Sait El Azrak, NELGA NA Ousman Wague, NELGA NA El Taeb Ganawa, NELGA NA Salwa Saidi, NELGA NA
Discussion	Moha El-Ayachi, NELGA
Réflexion	Moha El-Ayachi, NELGA

## Masterclass 2 (9:00-10:30)

### Suivi de la gouvernance et de la sécurité foncière

[Salle : Tamarind]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/96606429599?pwd=K2daVmNkeHlpci9lSmVITEk2WUY5UT09>

Cinq ans après la mise en œuvre des ODD et du lancement de la Décennie d'action des Nations unies, la pression continue de s'exercer sur les gouvernements nationaux pour qu'ils respectent leurs principaux engagements, notamment ceux liés à la sécurité foncière et aux processus de gouvernance. Malgré ces engagements, la plupart des pays doivent encore collecter des données sur les régimes fonciers et/ou en rendre compte à la division statistique des Nations unies. Les examens nationaux volontaires soumis chaque année par divers pays au Forum politique de haut niveau des Nations unies (FHNLP) pour évaluer les progrès réalisés dans le cadre des engagements clés, il continue d'y avoir des lacunes flagrantes dans les données relatives à la gouvernance foncière. Actuellement, une méthodologie globale de suivi des indicateurs de sécurité foncière dans le cadre des ODD a été développée et approuvée par le groupe d'experts inter-agences sur les ODD (IAEG-SDG). Il existe d'autres outils et approches qui

soutiennent également la production d'un ensemble de données foncières complémentaires au niveau local et national. Toutefois, alors que ces efforts sont mis en œuvre pour réaliser les objectifs en termes de suivi de la gouvernance foncière, l'importance du renforcement des capacités institutionnelles nationales pour la production et l'utilisation de données pour la prise de décision politique continue de croître. Cette séance vise donc à atteindre les objectifs suivants : a) diffuser des outils et des approches pour le renforcement des capacités des bureaux nationaux de statistiques, des registres fonciers, des organisations de la société civile et des systèmes de données connexes afin d'établir des rapports efficaces et réguliers sur les questions de régime foncier et de gouvernance pour les décisions politiques dans les États arabes ; b) présenter les efforts, les expériences, les défis et les possibilités des pays et des partenaires en matière de production et de communication de données foncières aux niveaux national et mondial ; c) explorer les partenariats et les synergies nécessaires pour améliorer la production de données sur le régime foncier, le suivi et la communication des principaux engagements, y compris les indicateurs fonciers dans les ODD pour les États arabes.

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Ouverture	Everlyne Nairesiae, GLTN
Présentations des différentes initiatives et des expériences pays	Sydney Gourlay, WB Ward Answeeuw, ILC Shahd Mustafa, GLA Sam Biraro, Rwanda Land Management and Use Authority
Questions et réponses	Everlyne Nairesiae, GLTN
Questions émergentes et opportunités	Everlyne Nairesiae, GLTN
Clôture	Everlyne Nairesiae, GLTN

### Masterclass 3 (10:30-12:00)

## Vers une stratégie commune de renforcement des capacités dans la région arabe

[Salle : Acacia]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/98133978453?pwd=ZG1pTmJ5aGVWRzJVb01nZlI2VzJIQT09>

Le défi du renforcement des capacités est l'un des domaines les plus difficiles pour les individus et les institutions travaillant sur l'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité des personnes les plus pauvres du monde. Ce défi affecte profondément la mise en œuvre des projets, des programmes et des activités, ainsi que la capacité à les maintenir ou à les développer et à les faire progresser. Les pays arabes ne disposent pas actuellement de capacités professionnelles suffisantes dans le domaine important de la gouvernance foncière et des questions foncières connexes. Cette masterclass abordera les enjeux du développement des capacités ainsi que les initiatives en cours et les opportunités futures. À savoir : développement et modernisation des programmes d'études ; programmes de master liés à la terre (tels que NELGA NA/ IAV Hassan II) ; fonds de recherche et d'innovation pour les jeunes chercheurs dans la région arabe ; large gamme d'outils fonciers (par exemple GLTN) et de meilleures pratiques ; formation des animateurs et matériel de formation ; apprentissage en ligne, renforcement des capacités soutenu par les technologies innovantes et ateliers mixtes ; réseau de connaissances et partage des connaissances ; études sur les dispositifs d'enseignement et de formation existants dans la région arabe.

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Ouverture	Ombretta Tempra, GLTN
Introduction : objectif de la session	Willi Zimmermann, Initiative Arabe du Foncier
Présentations	Ombretta Tempra, GLTN Doaa M. El-Sherif, UTI Jean-Maurice Durand, FAO Rabie Wahba, ILC Abdalla Gad, on behalf of CRTEAN Innocent Antoine Houedji, YILAA

	Moha El Ayachi, NELGA NA
Discussions	Willi Zimmermann, Initiative Arabe du Foncier
Réflexion	Ombretta Tempra, GLTN
Discussion	Willi Zimmermann, Initiative Arabe du Foncier

#### Masterclass 4 (10:30-12:00)

### Le foncier comme un droit de l'homme

[Salle : Tamarind]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/97491337692?pwd=NzllaXhialBiRWhNOUE0SEZ6T2FNQT09>

La nouvelle Observation générale du CESCR sur le foncier pour les États partis au PIDESC a été publiée sous forme de projet pour commentaires en décembre 2020. L'observation générale clarifie les outils de l'art de l'État dans le cadre du Pacte qui lie 170 États du système des Nations unies en matière d'administration foncière. Abordant les thèmes 4 et 5, l'observation générale convoque des experts en sciences naturelles et en droit pour interroger et discuter avec les participants des critères et des implications de la reconnaissance d'un "droit humain à la terre". Le processus de détermination des dimensions des droits de l'homme sur la terre implique un discours d'équité, non pas de propriété, mais de besoin humain à part entière et, par conséquent, de droit de l'homme. La Masterclass présente aux participants l'argumentation à double sens pour un droit humain à la terre et, par conséquent, un sujet du Pacte et des obligations correspondantes des États. Pour ce faire, elle commence par une présentation du besoin humain physiologique de la terre, suivie d'un discours fondé sur le droit, qui doit prendre en considération la biologie gravitationnelle et l'électromagnétisme, afin que la terre réponde au test d'"universalité" en tant que besoin humain. Ce faisant, le panel inversera le paradigme habituel qui consiste à discuter de l'effet de l'homme sur le foncier pour considérer la terre du point de vue de ses effets sur l'homme, des enjeux et des valeurs en jeu. Ce processus d'établissement de normes suit l'approche qui a abouti à la reconnaissance mondiale d'un droit humain à l'eau, au sujet duquel - comme pour le foncier - le Pacte était à l'origine silencieux.

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Introduction	Joseph Schechla, HIC
Les besoins physiologiques de l'humain par rapport au foncier	Paulraj Dayanandan, Indian Space Research Organization (ISRO)
Une approche en termes de droits humain au foncier	A. Mansour Ismail, HIC
Le processus de codification des normes du foncier en tant que droit humain	Michael Windfuhr, CESCR
Comment les normes juridiques servent d'outils d'administration foncière	Robert Lewis-Lettington, ONU-Habitat Jean du Plessis, ONU-Habitat
Discussion	Joseph Schechla, HIC
Clôture	Joseph Schechla, HIC

#### Masterclass 5 (12:30-14:00)

### Enregistrement des droits fonciers et administration foncière adaptée au contexte

[Salle : Tamarind]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/96319328691?pwd=WFBrs1hJZDqxZlZiZGJrRzI5RW8wQT09>

Les systèmes conventionnels d'administration foncière tiennent compte des formes juridiques conventionnelles de preuve de propriété et ne couvrent qu'un nombre limité des formes de régime foncier existantes. Les droits d'utilisation informels ne sont souvent pas pris en considération. Les cadres spatiaux, réglementaires et institutionnels qui sont développés avec l'approche de l'administration foncière adaptée au contexte afin d'élaborer une approche de système d'administration foncière à l'échelle nationale mettent l'accent sur la sécurité foncière pour

tous. L'approche est participative, sensible à la dimension du genre et tient compte des droits des pauvres et des personnes vulnérables. Elle met essentiellement en œuvre le continuum des droits fonciers. L'utilisation des technologies modernes de l'information est l'un des principes clés. Cette approche est tout à fait conforme aux thèmes traités dans le cadre de la Deuxième conférence arabe sur le foncier. La masterclass porte sur les thèmes suivants : a) la gestion et l'administration foncières : outils et pratiques ; b) Enregistrement des droits fonciers et de propriété : modernisation et réforme ; c) L'utilisation efficace du sol : outils et pratiques.

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Ouverture	Kholoud Saad, Esri
Approches de l'administration foncière adaptée au contexte	Christiaan Lemmen, Kadaster Intl. Clarissa Augustinus, El Haidi Gashut, CREATN
Outils et fonctionnalités pour la mise en oeuvre	Carsten Bjornsson, Esri
Bénéfices pour les pays arabes	Kholoud Saad, Esri Ahmad Makram, Esri
Discussion	Kholoud Saad, Esri Ahmad Makram, Esri

### Masterclass 6 (12:30-14:00)

## Le financement basé sur le foncier

[Salle : Acacia]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/96041940645?pwd=anhHZTFZOHEwRFFOVjlycTllcTRjUT09>

Le foncier présente un certain nombre d'avantages pour les collectivités locales, qui peuvent ainsi lever une part importante des recettes nécessaires au financement des infrastructures et des services requis. L'application du financement basé sur le foncier nécessite un cadre juridique et institutionnel solide et un personnel des collectivités locales bien formé. La masterclass présentera un aperçu de la situation actuelle en ce qui concerne l'application des différents instruments de financement basé sur le foncier et les approches qui sont adoptées par plusieurs gouvernements locaux dans les pays en développement pour utiliser ces instruments afin de devenir plus durables financièrement en réduisant l'écart entre les recettes propres et les dépenses. Plus spécifiquement, cette masterclass comporte les objectifs suivants : (a) passer en revue la gamme des instruments financiers urbains basés sur le foncier ; (b) décrire l'utilisation des différents instruments dans les pays en développement en mettant l'accent sur leur application dans le monde arabe ; et (c) présenter certains des défis et des enseignements tirés de leur application dans des pays sélectionnés, notamment en ce qui concerne leur administration, leur évaluation et la résistance des contribuables.

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Présentation des différents instruments de financement basés sur le foncier dans les pays en développement	Mohamed Nada, Banque mondiale (BM)
Présentation des cas d'étude	Magd Zahran, BM Samar Adel, BM
Une discussion facilitée concernant la pertinence des différents financements basés sur le foncier dans le monde arabe.	Mohamed Nada, BM
Actions et étapes nécessaires	Magd Zahran, BM Samar Adel, BM Mohamed Nada, BM

### Masterclass 7 (15:00-16:30)

## Logements informels : des solutions techniques vers le dialogue sur les politiques publiques

[Salle : Acacia]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/93091010255?pwd=RkFpcVM2SEVPOEprRk5mUVRqcGVrdz09>

Les règlements informels se sont répandus dans toute l'Égypte depuis les années 50. La reconnaissance de ce phénomène global et de ses défis urbains associés a conduit à la création du Fonds de Développement des Etablissements Informels (ISDF) en 2008. Par conséquent, le ISDF a développé une catégorisation des établissements informels en Égypte qui fait la distinction entre les zones non planifiées et dangereuses. Après s'être initialement concentré sur l'amélioration des zones dangereuses, l'ISDF prévoit de s'orienter, dans les années à venir, vers le développement de zones non planifiées. L'absence de définition précise de cette catégorie ainsi que les changements à venir dans la loi égyptienne sur la construction placent l'ISDF et l'Organisation Générale de l'Aménagement du Territoire (GOPP) devant de nouveaux défis. On cherche à relever ces défis grâce à une collaboration avec des partenaires de longue date tels que la GIZ et ONU-Habitat Egypte. La masterclass donnera un aperçu de l'expérience de l'ISDF et du GOPP dans l'intégration des approches d'ONU-Habitat et de la GIZ à la fois dans leurs travaux politiques et dans les approches techniques adoptées pour intervenir dans des zones non planifiées. La session cherche donc à thématiser les difficultés de détermination de l'informalité et de conception d'approches de développement urbain qui respectent le caractère physique, social et économique des quartiers dans le but d'apporter une amélioration réelle et durable à leurs habitants.

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Accueil et introduction	Mohab El Refaie, GIZ
Présentation de l' <i>Informal Settlements Development Facilities</i>	Hesham Gohar, ISDF
Présentation du Programme participatif de l'amélioration des bidonvilles	Emrah Engindeniz, ONU-Habitat PSUP
Discussion sous forme de table ronde avec des questions et réponses par le public	Mohab El Refaie, GIZ Hesham Gohar, ISDF Deputy Head, GOOP Salma Yousry, ONU-Habitat Egypt Emrah Engindeniz, ONU-Habitat
Conclusion	Mohab El Refaie, GIZ

### Masterclass 8 (15:00-16:30)

## L'accès au foncier par les personnes déplacées pour des solutions de retour durables

[Salle : Tamarind]

Zoom Link : <https://zoom.us/j/97000901301?pwd=Tm10bzBXUnpqZDFQcmxsMUIkCekM2QT09>

La masterclass explorera différentes approches programmatiques pour aider les personnes déplacées dans la région à trouver des solutions durables pour protéger leurs droits à la vie. Ces dernières années, différents pays de la région ont été touchés par des conflits et des crises ayant entraîné des déplacements à grande échelle et la perte et la destruction de biens et des droits de logement, fonciers et de propriété. Les populations touchées comprennent les personnes déplacées à court terme (comme celles touchées par l'explosion du port de Beyrouth), les déplacements prolongés (réfugiés syriens dans la région), les communautés historiquement marginalisées (communautés Yazidi dans le nord de l'Irak) et les populations touchées par le conflit au Soudan, y compris au Darfour. La masterclass présentera une série d'approches sur mesure aidant les communautés à comprendre et à protéger leurs droits de logement, fonciers et de propriété, à faciliter l'enregistrement des droits fonciers, à négocier et à résoudre les conflits autour des droits de logement, fonciers et de propriété et à identifier les possibilités à court, moyen et long terme menant à des solutions durables et aux retours des personnes déplacées. La masterclass fournira des exemples illustratifs provenant des Nations unies et des acteurs humanitaires au Liban, en Irak et au Soudan, qui visent à ouvrir la voie à des solutions durables, y compris le retour.

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
---------------------------	--------------

Perspectives globales sur les solutions durables et les retours	Jim Robinson, HLP AoR
Approches des acteurs humanitaires pour protéger les droits de logement, fonciers et de propriété	Aia Khadem, NRC Middle East Ali Jame, NRC Middle East
Liban : approches collaboratives légaux pour le logement et les besoins des personnes concernées par l'explosion à Beyrouth	Stuart Brooks, NRC Liban
Irak: approches pratiques pour restaurer et re-demander les droits de logement du foncier et de propriété	Ahmed Ali Majeed, NRC Irak
Soudan : aborder les droits de logement, foncier et de propriété (HLP) au Darfour (Darfour & d'autres Etats), souligner les liens entre les droits HLP, le retour et les solutions durables	Abdel Rahman Mustafa, UN- Habitat Soudan
Enregistrement des droits fonciers et protection des droits de la communauté Yazidi en Irak	Muslim Qazimi, ONU- Habitat Irak
Discussion des enjeux, des perspectives et des meilleures pratiques	Jenny Bjerlestam, ONU-Habitat

### Masterclass 9 (16:30-18:00)

## Le foncier pour le logement abordable et le réajustement des terres

[Salle : Acacia]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/95808830264?pwd=bThzSGIKNENYUWF5RjRDYUEyNIFsQT09>

Cette séance mobilise une méthodologie pour tester des concepts et des modèles issus de modèles théoriques en utilisant de nouvelles données empiriques. Un large éventail d'instruments politiques liés au foncier visant à améliorer de l'accès à un logement adéquat dans le cadre du développement et de l'expansion urbaine, sera présenté. Théoriquement, il existe une vaste littérature qui remet en question le PILaR, le niveau de développement informel des terres et le concept de transition vers la durabilité. Concrètement, l'étude examine les liens entre le développement informel du foncier, l'utilisation de la PILaR et les transitions de durabilité urbaine à travers une perspective multi-niveaux. Cette étude se concentre sur la région d'El Rezqa, à environ 45 km au nord du Caire, en Égypte. Cette étude de cas est le premier projet à être mis en œuvre en Égypte sur la base du PILaR comme approche pour contrôler l'étalement du foncier urbain. Elle permet d'expliquer à la fois les processus de transition vers la durabilité et les résultats du PILaR grâce à l'engagement de l'organisateur dans le processus, l'observation des participants, la participation de la communauté et la reconstruction et l'analyse des données obtenues lors de plusieurs réunions tenues avec les parties prenantes.

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Introduction	Christophe Lalande, ONU-Habitat
Le rôle du foncier pour le logement adéquat	Geoffrey Payne, GPA
Repenser les transitions de durabilité urbaine sur l'réajustement foncier en Egypte	Ahmed Soliman
Le réajustement foncier comme outil de gestion de l'urbanisation rapide	Amr Lashin, ONU-Habitat Egypt
Synthèse des trois présentations	Geoffrey Payne, GPA
Discussion	Christophe Lalande, ONU-Habitat Geoffrey Payne, GPA Ahmed Soliman, Université d'Alexandria (président) Amr Lashin, ONU-Habitat Egypt
Résultat	Geoffrey Payne, GPA

### Masterclass 10 (16:30-18:00)

## Formation sur les données ouvertes sur l'accès aux informations foncières

[Salle : Tamarind]

Zoom Link: <https://zoom.us/j/99440097503?pwd=aU9sWmJFJeXF0dm9DU3VTdmY0TW9aUT09>

Cette masterclass vise à combler une lacune en termes de connaissances sur le potentiel des données ouvertes : elle fournira aux participants les outils nécessaires pour utiliser l'écosystème des données ouvertes et pour y contribuer afin de tirer parti de leur travail et de l'améliorer, ainsi que pour renforcer le suivi, la prise de décision et l'élaboration de politiques publiques au niveau local et mondial. Plus spécifiquement, la masterclass vise à démystifier la complexité souvent associée aux données ouvertes et à fournir aux participants les informations et les compétences de base pour mieux partager et utiliser les données ouvertes comme outil dans leur travail quotidien. Cela s'effectuera par l'explication de concepts mais également montré à travers des exemples spécifiques. Enfin, une voie à suivre sera montrée aux participants sur la manière dont ils peuvent eux-mêmes à la fois produire et utiliser des données ouvertes. Les participants établiront leur propre feuille de route ce qui sera un résultat concret de leur participation à la masterclass.

Point sur l'ordre du jour	Intervenants
Ouverture	Stacey Zammit, Land Portal
Les concepts et principes des données ouvertes	Neil Sorensen, Land Portal Laura Meggiolaro, Land Portal Romy Stato, Land Portal
Des cas d'utilisation spécifiques	Shahd Mustafa, Global Land Alliance Dina Naguib
Courte feuille de route	Neil Sorensen, Land Portal Laura Meggiolaro, Land Portal Romy Stato, Land Portal
Mots de conclusion	Stacey Zammit, Land Portal

## Organisateurs principaux

### ONU-Habitat

ONU-Habitat est l'agence des Nations Unies qui s'investit pour un meilleur avenir urbain. Elle promeut des établissements humains socialement et écologiquement durables et un logement adéquat pour tous. Mandatée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1978 pour traiter les questions de croissance urbaine, l'ONU-Habitat a développé des connaissances et expertises riches en travaillant dans les établissements humains du monde entier et en construisant un avenir meilleur pour les villages, les villes et les cités de toutes tailles. Son expertise s'étend de l'élaboration de politiques publiques à la création de partenariats, en passant par un large éventail de questions techniques spécifiques. L'ONU-Habitat est donc un partenaire clé pour les gouvernements locaux et nationaux devant formuler et concrétiser leur vision urbaine de demain, en veillant à ce que les villes deviennent inclusives, abordables, et qu'elles constituent des moteurs de la croissance économique et du développement social.

Le siège mondial d'ONU-Habitat se situe au Kenya et ses bureaux régionaux et nationaux se trouvent dans la plupart des pays en développement. L'ONU-Habitat soutient les pays arabes dans leurs efforts pour faire progresser l'urbanisation durable en tant que moteur de développement et de paix. Le bureau régional d'ONU-Habitat pour les États arabes produit des connaissances, des conseils politiques, une assistance technique et des actions de collaboration dans dix-huit pays de la région arabe. Il est actuellement présent dans treize pays arabes et soutient ses partenaires grâce à un portefeuille diversifié, centré sur les quatre principaux piliers d'action du plan stratégique 2020-2025. En Égypte, l'ONU-Habitat s'investit depuis 2008 pour soutenir une urbanisation durable capable de stimuler le développement et d'améliorer les conditions de vie de tous. Au cours de cette période, le programme a mené des collaborations étroites avec de divers partenaires aux niveaux central et local pour soutenir l'urbanisation durable en guidant la formulation des politiques urbaines, la législation, la gouvernance, les outils et les pratiques urbaines.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site : [www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org)

## **Le Réseau mondial d'outils fonciers (GLTN)**

Le Réseaux Mondial des outils fonciers (Global Land Tool Network, GLTN) est une alliance de partenaires internationaux qui s'engagent à améliorer l'accès au foncier et la sécurité foncière pour tous, en mettant particulièrement l'accent sur les pauvres et les femmes. Les partenaires du réseau comprennent des organisations internationales de la société civile, des institutions de recherche et de formation, des organisations bilatérales et multilatérales et des organismes professionnels internationaux. Le GLTN élabore, diffuse et met en œuvre des outils fonciers favorables aux pauvres et tenant compte de la problématique hommes-femmes. Ces outils et approches contribuent à la réforme foncière, à la bonne gouvernance foncière, à l'administration foncière inclusive, à la gestion durable du foncier et à la coordination fonctionnelle du secteur foncier. Au cours des dernières années, le GLTN a étendu son travail dans les États arabes, en mettant l'accent sur la gouvernance foncière, le renforcement des capacités, la gestion des connaissances, la promotion de la coopération régionale entre les organisations et les secteurs concernés par la gouvernance et la gestion foncière, l'égalité des sexes, le foncier et les conflits, et le soutien à la mise en œuvre de projets fonciers au niveau national.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site : [www.glt.net](http://www.glt.net)

## **Le Centre de recherche national du logement et de la construction**

The centre de recherche national du logement et de la construction (HBRC), affilié au ministre du logement, des services publics et du développement urbain, siège au Caire et son président dispose du droit d'établir d'autres branches dans les gouvernorats et les villes nouvelles. Le HBRC est l'acteur phare égyptien de la science et représente un centre de savoirs. Le HBRC comprend onze instituts : l'Institut de recherche des matériaux de construction du contrôle de qualité, l'Institut de recherche de la construction en béton, l'Institut de recherche des structures et de la construction métalliques, l'Institut de recherche de la mécanique des sols et l'ingénierie géotechnique, l'Institut de recherche de l'ingénierie sanitaire et environnementale, l'Institut de recherche sur l'ingénierie de la construction et la gestion de la construction, l'Institut de recherche de l'architecture et le logement, l'Institut de recherche des matières premières et le traitement technologique, l'Institut de recherche sur la physique du bâtiment et l'environnement, l'Institut de recherche électromécanique et, enfin, l'Unité de formation et des études urbaines. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site : [www.hbrc.edu.eg](http://www.hbrc.edu.eg)

## **L'Institut de formation en études urbaines (UTI)**

L'Institut de formation en études urbaines (UTI) est une organisation quasi-privée affiliée au Centre national de recherche sur le logement et la construction (HBRC), une institution de recherche du gouvernement égyptien. L'UTI cherche à renforcer les capacités institutionnelles et les ressources humaines qui peuvent favoriser l'amélioration des conditions de vie et de l'environnement des villes en Égypte et au Moyen-Orient. L'UTI est une institution de formation et de renforcement des capacités spécialisée dans la formation du troisième cycle et sur mesure, la recherche politique et les services de conseil technique. Elle se concentre sur la gestion et la planification urbaines, les politiques de développement du logement et de l'immobilier, la modernisation des établissements informels et la rénovation urbaine, la planification et la gestion de l'environnement urbain, la gestion de projets d'infrastructure urbaine et le financement urbain. L'UTI propose des formations spécialisées et sur mesure aux professionnels, aux cadres techniques et aux décideurs politiques travaillant dans les agences gouvernementales centrales et locales, les ONG, le secteur privé et les établissements d'enseignement.

Pour de plus d'informations, rendez-vous sur le site : [www.utieg.org](http://www.utieg.org)

## **Le groupe de la Banque mondiale**

Créée en 1944 et basée à Washington D.C., la Banque mondiale est une source d'assistance financière et technique pour les pays en développement du monde entier. La Banque mondiale n'est pas une banque au sens ordinaire du terme, mais un partenariat unique visant à réduire la pauvreté et à soutenir le développement. Elle est composée de cinq institutions gérées par leurs pays membres : La Banque internationale pour la reconstruction et le développement ; l'Association internationale de développement ; la Société financière internationale ; l'Agence multilatérale de

garantie des investissements ; le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. Le groupe de la Banque mondiale s'est fixé deux objectifs à atteindre d'ici 2030 : mettre fin à l'extrême pauvreté en réduisant le pourcentage de personnes vivant avec moins de 1,90 \$ par jour à 3 % au maximum ; et promouvoir une prospérité partagée en favorisant la croissance des revenus des 40 % les plus pauvres de chaque pays. La Banque mondiale accorde des prêts et des subventions pour financer des projets de développement dans le monde entier. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

## Co-organisateurs et sponsors

---

### Département foncier de Dubaï

Le Département foncier de Dubaï (DLD) a été fondé en mai 1960 pour établir le secteur immobilier le plus important au niveau régional et international. Le DLD relève du Conseil exécutif de Dubaï, dirigé par S.A. Cheikh Hamdan bin Mohammed bin Rashid Al Maktoum, prince héritier de Dubaï et président du Conseil exécutif de Dubaï. Le DLD attribue des mandats DFAE à des entrepreneurs ayant une expertise dans le domaine, tels que des organismes d'aide, des institutions spécialisées et des entreprises privées, pour la mise en œuvre de projets et de programmes spécifiques, y compris ceux dans le domaine de la coopération internationale (coopération au développement, coopération avec l'Europe de l'Est et aide humanitaire). En offrant des compétences spécialisées supplémentaires, les contractants contribuent à ce que le DFAE soit en mesure de remplir son mandat constitutionnel... La stratégie contribuera également à améliorer les compétences du secteur en matière de contrôle et de suivi, à superviser et à développer sa réglementation en matière de location, et à encourager les investissements en créant des environnements appropriés pour promouvoir le rôle de l'immobilier dans le plan de développement global de Dubaï.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site : [www.dubailand.gov.ae](http://www.dubailand.gov.ae)

### Environmental Systems Research Institute (Esri)

Esri Software plays a crucial role in governing and managing land effectively for social stability, sustainable economic development, and equitable taxation. With all land information in a GIS-based comprehensive land administration system, governments are able to improve land information management, property valuation and analysis, and communication with the public. The three necessary systems in land administration are the system of record (land parcels), the system of insight (valuation), and the system of engagement (stakeholder and public engagement). Esri Technology efficiently delivers all three on a single platform, having these systems on a single platform that allows governments to accurately represent and understand property value as well as provide secure and authoritative land records and parcel data for widespread government and public use.

For more information visit: [www.esri.com](http://www.esri.com)

### La coopération internationale allemande (GIZ)

En tant que fournisseur de services de coopération internationale pour le développement durable et de travail d'éducation internationale, la GIZ s'engage pour la construction d'un avenir digne pour le monde entier. GIZ a plus de 50 ans d'expérience dans des domaines très variés, notamment le développement économique et l'emploi, l'énergie et l'environnement, et la paix et la sécurité. L'expertise diversifiée de notre entreprise fédérale est demandée dans le monde entier, le gouvernement allemand, les institutions de l'Union européenne, les Nations unies, le secteur privé et les gouvernements d'autres pays bénéficiant de nos services.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site : [www.giz.de](http://www.giz.de)

### Réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique (NELGA)

Le Réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique (NELGA) est un partenariat d'universités et d'instituts de recherche africains de premier plan qui ont fait leurs preuves en matière d'éducation, de formation et de recherche

sur la gouvernance foncière. Il renforce les capacités et l'échange de connaissances dans plus de 50 institutions partenaires à travers l'Afrique. NELGA vise à (1) améliorer les possibilités de formation et les programmes d'études sur la gouvernance foncière en Afrique ; (2) promouvoir la recherche axée sur la demande sur les questions de politique foncière ; (3) mettre en relation les universitaires et les chercheurs à travers l'Afrique par le biais de réseaux universitaires ; (4) créer des données et des informations pour le suivi et l'évaluation des réformes de la politique foncière. Cinq nœuds NELGA (institutions chefs de file) devraient être créés en tant que centres régionaux opérationnels mettant en évidence les possibilités de collaboration.

Le nœud NELGA d'Afrique du Nord est créé à l'Institut d'agronomie et de médecine vétérinaire du Maroc en tant qu'établissement d'enseignement supérieur de formation sur la gouvernance foncière, choisi pour renforcer le rôle des universités et des institutions universitaires d'Afrique du Nord dans le soutien à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques foncières. Le réseau encouragera la collaboration afin de sensibiliser la région sur ses objectifs.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site: [www.nelga.org](http://www.nelga.org)

### **Agence suédoise pour la coopération de développement internationale (Sida)**

L'agence suédoise pour la coopération de développement internationale, Sida, est une agence gouvernementale qui dépend du Ministère des affaires étrangères. L'objectif de la coopération de développement suédoise est de créer des opportunités pour les personnes vivant dans la pauvreté et l'oppression afin d'améliorer leurs conditions de vie. Tous ceux qui vivent en Suède et qui paient des impôts y contribuent. Le gouvernement décide du montant des fonds alloués au développement dans le budget annuel. Il s'agit depuis longtemps d'environ un pour cent du PIB suédois. L'autorité publique suédoise pour la coopération au développement, l'ASDI, a le pouvoir de décider de la moitié environ du budget de l'aide suédoise et est soumise au Ministère suédois des affaires étrangères.

Pour plus d'informations, consultez le site : [www.sida.se](http://www.sida.se)

### **L'Agence Suisse pour le développement et la coopération**

La L'Agence suisse pour le développement et la coopération (l'ASDC) est l'agence de coopération internationale de la Suisse au sein du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). En collaboration avec d'autres offices fédéraux concernés, l'ASDC est responsable de la coordination générale des activités de développement et de la coopération avec l'Europe de l'Est, ainsi que de l'aide humanitaire fournie par la Confédération suisse. Le DFAE attribue des mandats à des mandataires spécialisés, tels que des organismes d'aide, des institutions spécialisées et des entreprises privées, pour la mise en œuvre de projets et de programmes spécifiques, y compris dans le domaine de la coopération internationale (coopération au développement, coopération avec l'Europe de l'Est et aide humanitaire). En offrant des compétences spécialisées supplémentaires, les contractants contribuent à ce que le DFAE soit en mesure de remplir son mandat constitutionnel.

Pour plus d'informations, consultez le site : [www.eda.admin.ch](http://www.eda.admin.ch)

## **Partenaires**

---

### **Le Centre africain des politiques publiques (ALPC)**

Le Centre africain des politiques publiques (ALPC), anciennement appelée Initiative pour la politique foncière (LPI), est un programme conjoint du consortium tripartite composé de la Commission de l'Union africaine (CUA), de la Banque africaine de développement (BAfD) et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA). Son objectif est de permettre l'utilisation des terres pour donner une impulsion au processus de développement africain. Afin de renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour la mise en œuvre du programme de l'UA sur le foncier, l'ALPC a créé le Réseau d'excellence sur la gouvernance des terres en Afrique (NELGA).

Pour de plus d'informations, consultez le site : [www.africalandpolicy.org](http://www.africalandpolicy.org)

## **FAO**

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est une institution spécialisée des Nations unies qui dirige les efforts internationaux visant à vaincre la faim. Dans le cadre des ODD, l'objectif de la FAO est de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous et de s'assurer que les gens aient un accès régulier à une alimentation de qualité en quantité suffisante pour mener une vie saine et active. Avec plus de 194 États membres, la FAO travaille dans plus de 130 pays à travers le monde. Les guides techniques sur la gouvernance des régimes fonciers font partie de l'initiative de la FAO visant à développer les capacités pour améliorer la gouvernance des régimes fonciers et ainsi aider les pays à appliquer les Directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers, des pêches et des forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGGT).

Pour de plus d'informations, rendez-vous sur le site suivant : [www.fao.org](http://www.fao.org)

## **Pôle de la GIZ du développement urbain en Egypte (UDC)**

La GIZ travaille dans les quartiers informels d'Égypte depuis 2004. Le "Programme de développement participatif dans les zones urbaines" (PDP), ayant une durée de dix ans, a généré une riche expérience qui a démontré comment la situation des établissements informels peut être abordée. Ces enseignements ont ensuite inspiré la formulation de nouveaux projets tels que le Projet d'infrastructure participative (PIP) et le Projet de renforcement des capacités par le développement des infrastructures urbaines (CBUID) au sein du groupe de développement urbain (UDC) en tant qu'organisation faîtière. L'ensemble des projets sont mis en œuvre sous les mandats du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) avec un cofinancement de l'UE en partenariat avec le Ministère du logement, des services publics et des communautés urbaines (MOHUUC) et le Fonds de développement des établissements informels (ISDF). Avec les partenaires égyptiens, l'UDC soutient un changement de paradigme urbain vers un développement urbain durable qui fournit des services urbains de base, une prospérité urbaine inclusive et des opportunités pour tous, conformément à l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site : [www.giz.de](http://www.giz.de)

## **Global HLP Area of Responsibility (AoR)**

La zone de responsabilité sur les droits de logement, du foncier et de la propriété (Area of Responsibility, AoR) fait partie du Cluster de protection mondiale. Dirigée par le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), l'AoR HLP s'engage à rassembler tous les acteurs afin de se concentrer sur l'amélioration du soutien mondial à la coordination et à la réponse HLP ; et sur la sensibilisation à l'inclusion des droits HLP à toutes les phases de la réponse. Le NRC est une organisation humanitaire indépendante qui travaille avec les populations déplacées et touchées par les conflits dans plus de 30 pays dans le monde, dont 6 pays du Moyen-Orient, à savoir l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Palestine et la Syrie. Le NRC se concentre en particulier sur les activités d'hébergement et d'installation, y compris la réparation et la réhabilitation des logements et l'argent des loyers pour les communautés déplacées, ainsi que sur les droits des populations touchées par les conflits armés. Les programmes du NRC travaillent avec les gouvernements aux niveaux local, régional et national pour mettre en œuvre des activités d'hébergement, pour promouvoir le droit à un logement adéquat et pour protéger les droits des groupes vulnérables en matière de logement de haute qualité.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site : [www.globalprotectioncluster.org](http://www.globalprotectioncluster.org)

## **L'Alliance foncière mondiale (GLA)**

La mission de l'Alliance foncière mondiale (GLA) est de permettre la prospérité des personnes et des lieux en faisant progresser l'apprentissage et la pratique afin de parvenir à la sécurité foncière et à l'utilisation efficace, inclusive et durable des sols et des ressources naturelles. La GLA et ses parties prenantes s'efforcent d'assurer la sécurité foncière dans le monde entier, en travaillant avec les communautés, les organisations et les gouvernements pour améliorer la sécurité foncière par un dialogue et des pratiques inclusifs, et en promouvant l'utilisation durable du sol et des ressources naturelles. La GLA pose les jalons pour l'amélioration des résultats grâce à nos quatre programmes

: Prindex, Administration des terres, Gestion des ressources communautaires, et Accès et sécurité des terres communautaires.: [www.globallandalliance.org](http://www.globallandalliance.org)

### **General Organisation for Physical Planning (GOPP)**

GOPP est l'agence d'État égyptienne chargée de concevoir des politiques de planification et de développement urbains durables, de préparer des plans et des programmes aux niveaux national, régional et des gouvernorats, et d'examiner et d'approuver les plans urbains au niveau local.

Pour de plus d'informations, veuillez consulter le site: [www.gopp.gov.eg](http://www.gopp.gov.eg)

### **International Land Coalition (ILC)**

L'ILC est un réseau diversifié et croissant de plus de 207 organisations membres dans plus de 64 pays. L'ILC offre un espace unique où la société civile et les organisations intergouvernementales se réunissent sur un pied d'égalité avec une vision transformatrice de la gouvernance foncière. Nous avons l'intention d'augmenter le nombre de membres de l'ILC et d'accroître la présence de l'ILC dans les États arabes afin de donner aux différents acteurs du secteur foncier la possibilité de travailler ensemble en réseau, d'apprendre les uns des autres (par exemple via les Learning Laps de l'ILC) et de promouvoir des actions collectives.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site suivant : [www.landcoalition.org](http://www.landcoalition.org)

### **Informal Settlements Development Fund (ISDF)**

L'ISDF a été stabilisé par un décret présidentiel en 2008. L'ISDF est affilié au cabinet égyptien et a pour mandat d'intervenir dans les établissements informels (zones non planifiées et dangereuses) afin d'améliorer les conditions de vie de leurs résidents.

Pour de plus d'informations, veuillez consulter le site : [www.isdf.gov.eg](http://www.isdf.gov.eg)

### **Conseil international de la jeunesse-Yémen (IYCY)**

Fondé en 2012, le Conseil international de la jeunesse-Yémen (IYCY) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif, dirigée par des jeunes, qui cible les jeunes et la communauté en général. L'IYCY contribue au développement des jeunes et de la communauté par le biais de programmes et d'interventions soutenus par des ONGI ou par des activités autofinancées. Le travail de l'IYCY ne se concentre pas seulement sur les jeunes et les femmes, mais aussi sur la communauté dans son ensemble. Ses projets portent sur l'eau, l'assainissement, la nutrition, l'alimentation, la santé, la gouvernance, l'énergie, l'environnement et le changement climatique, ainsi que sur le développement des jeunes. L'IYCY tient beaucoup à s'ouvrir aux jeunes et à la communauté, quels que soient leurs opinions politiques, leur religion, leur couleur, leur origine ethnique ou leurs antécédents. L'IYCY adopte les valeurs d'intégrité, de transparence et de crédibilité qui contribuent au succès de son travail avec les autres OSC et ONGI. Elle entretient de très bonnes relations avec les autorités locales et les branches du gouvernement, ce qui permet une meilleure coordination et une meilleure mise en œuvre des activités et des projets.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site : [www.iycy.org](http://www.iycy.org)

### **Université du Liban**

L'Université libanaise a l'intention de faire avancer le programme de développement des capacités pour la gouvernance foncière au Liban et dans les pays du Moyen-Orient en établissant un programme de master sur la gouvernance foncière. L'Université libanaise - la seule université publique au Liban - compte le plus grand nombre d'étudiants et de membres du corps enseignant répartis dans tout le pays. Pour plus d'informations, consultez le site suivant : [www.ul.edu.lb](http://www.ul.edu.lb)

### **Kadaster International**

L'Agence néerlandaise du cadastre, du registre foncier et de la cartographie - en abrégé Kadaster - collecte et enregistre des données administratives et spatiales sur la propriété et les droits y afférents. Il en va de même pour les navires, les avions et les réseaux de télécommunications. Ce faisant, Kadaster protège la sécurité juridique. Nous

sommes également responsables de la cartographie nationale et de la maintenance du système national de coordonnées de référence. En outre, nous sommes un organe consultatif pour les questions d'aménagement du territoire et les infrastructures nationales de données spatiales.

Nos informations sont principalement disponibles par le biais de services web en ligne, notamment des informations sur les labels énergétiques des maisons et des câbles et pipelines souterrains. Nos principaux groupes de clients sont les notaires, les autorités locales, les entreprises, les institutions financières et les particuliers. Kadaster tient à jour les registres clés du cadastre et de la topographie. Kadaster remplit ses missions publiques au service de la société. Cela se reflète dans la manière dont nous sommes organisés et dont nous rendons publiquement compte de notre mode de fonctionnement.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site suivant : [www.kadaster.com](http://www.kadaster.com)

### **Fondation Land Portal**

La Fondation Land Portal a été créée pour établir, conserver et diffuser des informations sur la gouvernance foncière en favorisant un paysage de données inclusif et accessible. Au cours de la dernière décennie, le portail a évolué d'une simple passerelle d'information à un courtier en connaissances, une base de ressources, une communauté en ligne dynamique d'utilisateurs et une voix de confiance au sein de la gouvernance mondiale du foncier. La Fondation Land Portal estime que l'accès à l'information est crucial pour parvenir à une bonne gouvernance foncière et garantir les droits fonciers des personnes sans terre et vulnérables. Améliorer l'accès aux données et aux informations relatives au foncier est donc notre mission.

Pour de plus d'informations, veuillez consulter ce site : [www.landportal.org](http://www.landportal.org)

### **Le conseil norvégien pour les réfugiés (NRC)**

Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) est une organisation humanitaire indépendante qui travaille avec les populations déplacées et touchées par les conflits dans plus de 30 pays dans le monde, dont 7 pays du Moyen-Orient, à savoir l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Palestine et la Syrie. Le NRC se concentre particulièrement sur les activités d'hébergement et d'installation, y compris la réparation et la réhabilitation des logements et l'argent des loyers pour les communautés déplacées, ainsi que sur les droits au logement, au foncier et à la propriété (HLP) des populations touchées. Les programmes du NRC collaborent avec les gouvernements aux niveaux local, régional et national pour mettre en œuvre des activités d'hébergement, pour promouvoir le droit à un logement adéquat et pour protéger les droits au logement, au foncier et à la propriété des groupes vulnérables.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site : [www.nrc.no](http://www.nrc.no)

### **Centre régional de télédétection des États d'Afrique du Nord CRTEAN**

Le Centre régional de télédétection des États d'Afrique du Nord (CRTEAN) (Tunis) a pour objectif d'encourager les institutions des États membres à (1) utiliser les techniques de télédétection et les systèmes en amont dans les domaines du développement durable et de la recherche scientifique. (2) le transfert et la mise en œuvre de cette technologie dans les institutions privées et publiques et (3) la participation effective à la proposition d'innovations et d'applications ainsi qu'au renforcement des capacités des États membres dans les pays arabes.

Pour d'informations, veuillez consulter le site suivant : [www.crtean.org.tn](http://www.crtean.org.tn)

### **Renforcement des capacités de conseil pour la gouvernance foncière en Afrique (SLGA)**

Le programme "Renforcement des capacités de conseil pour la gouvernance foncière en Afrique (SLGA)" est financé par le Ministère fédéral allemand du développement et de la coopération économique (BMZ). Le SLGA se concentre sur quatre domaines d'action : (1) Renforcer les capacités de formation et d'éducation ; (2) Établir un réseau d'excellence sur la gouvernance foncière ; (3) Renforcer la recherche orientée vers l'action ; (4) Renforcer les institutions pour mettre en œuvre le programme de l'UA sur le foncier.

### **UNCCD**

La Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) est un accord international sur la bonne gestion des terres. Elle aide les personnes, les communautés et les pays à créer des richesses, à développer leur économie et à assurer une sécurité alimentaire, hydrique et énergétique suffisante, en garantissant aux utilisateurs du foncier un environnement propice à la gestion durable des terres. Grâce à des partenariats, les 197 parties à la convention ont mis en place des systèmes solides pour gérer rapidement et efficacement la sécheresse. Une bonne gestion des terres, fondée sur une politique et une science solides, permet d'intégrer et d'accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable, de renforcer la résilience au changement climatique et de prévenir la perte de biodiversité. Le foncier joue également un rôle essentiel dans les phases de prévention, de préparation, de réponse et de rétablissement de la pandémie COVID-19, en garantissant les moyens de subsistance des populations rurales et en créant des emplois verts, en soutenant la résilience des communautés et en maintenant la fourniture durable de services écosystémiques.

Pour plus d'informations, consultez le site : [www.unccd.int](http://www.unccd.int)

## **YILAA**

Nous nous mettons à la place des jeunes, nous alignons nos incitations sur leurs objectifs et nous collaborons pour libérer tout le potentiel de leur projet agricole en contrôlant le foncier et en encourageant les États à accorder une place de choix à l'accès des jeunes au foncier rural. Les activités de l'approche YILAA fonctionnent en appliquant ses connaissances externes à la manière interne de former des États africains.

Pour plus d'informations, consultez le site : [www.yilaa.org](http://www.yilaa.org)